



Les Turcs expatriés en 2005-2006 : combien sont-ils ? Où sont-ils ?

Les étrangers en Turquie : combien sont-ils ? D'où viennent-ils ?

Stéphane de Tapia



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/3421>

DOI : 10.4000/remi.3421

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2006

Pagination : 229-251

ISBN : 978-2-911627-43-9

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Stéphane de Tapia, « Les Turcs expatriés en 2005-2006 : combien sont-ils ? Où sont-ils ? », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 22 - n°3 | 2006, mis en ligne le 31 décembre 2009, consulté le 14 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/remi/3421> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.3421>

Ce document a été généré automatiquement le 14 avril 2022.

© Université de Poitiers

Les Turcs expatriés en 2005-2006 : combien sont-ils ? Où sont-ils ?

Les étrangers en Turquie : combien sont-ils ? D'où viennent-ils ?

Stéphane de Tapia

- 1 La question, souvent posée, des effectifs d'immigrés turcs en France ou plus généralement en Europe, n'appelle jamais de réponse facile. Nous l'avons très souvent abordée dans nos écrits, y compris pour la *Revue Européenne des Migrations Internationales*, en essayant d'ailleurs de décrire l'ensemble des sources administratives et privées qui permettent de cerner ce vaste courant migratoire (de Tapia, 1996, 2002). Situation complexe, difficile quelquefois à expliquer aux non-initiés, tout simplement parce que les normes statistiques turques et européennes, européennes entre elles et *a fortiori* américaines, australiennes ou moyen-orientales, sont souvent contradictoires. Il arrive même que des pays d'immigration ne produisent pas de statistiques cohérentes ou que les migrants soient en grande partie non déclarés. Or s'il est une caractéristique du champ migratoire turc, outre son développement récent — à partir de 1957-1961 — et sa massivité démographique — plus de 3 500 000 émigrés à l'heure actuelle, ce qui signifie en fait plus de sept millions d'individus au total, retour et décès inclus —, c'est bien son extension géographique rapide. Des ressortissants turcs ou des immigrés originaires de Turquie, ayant en partie acquis la nationalité de leur actuel pays de résidence, sont aujourd'hui présents sur tous les continents avec des statuts, juridiques et sociaux, malgré tout très diversifiés. Ainsi, à ces 3,5 millions d'émigrés s'ajoute partiellement, compte tenu des doubles nationalités fréquentes, 1,3 million d'Européens originaires de Turquie ou comme on dit en français, « issus de l'immigration turque ». Les retours, plus nombreux que ce que l'on veut généralement bien admettre ne sont pas intégrés dans ces chiffres, pas plus qu'une grande partie des nombreux enfants nés en émigration et qui ont souvent, mais non systématiquement, la nationalité du pays de naissance et résidence de leurs parents.
- 2 À l'inverse, la Turquie se découvre pays d'immigration, non plus comme dans l'histoire encore récente (le dernier exode massif des Turcs de Bulgarie vers ce pays ne date que de 1989 et a mobilisé au moins 360 000 personnes¹), avec une immigration de

populations de cultures turco-musulmanes, autrefois ottomanes ou alliées (Balkans, Crimée, Caucase), ou même simplement de langue turque, comme les Kazakhs du Xinjiang ou les Kirghizes du Pamir afghan, de fait assez facilement intégrées, sinon assimilées². Il s'agit bien d'immigrations nouvelles, cadres de multinationales, retraités européens, migrants en transit devenant parfois à leur corps défendant des immigrés stables en Turquie, travailleurs étrangers, enfants d'immigrés en Europe (souvent de nationalités européennes) tentant leur chance dans une Turquie plus dynamique et plus performante qu'elle ne l'était, il y a peu encore, dans le domaine économique. Il y a là de nouveaux champs de recherche, formalisés dans ce numéro par Mustafa Mutluer et Ilkay Südaş, ou étudiés par Ahmet İçduygu et Şule Toktaş (2005). Ces faits nouveaux seront ici brièvement évoqués.

- 3 Depuis 1982, le ministère turc du Travail et de la Sécurité Sociale dispose d'une Direction générale des Services aux Travailleurs émigrés (YİHGM). Il n'est pas innocent que l'on y utilise plutôt le terme *yurtdışı* qui signifie littéralement « hors yourte », soit en fait hors territoire et non hors tente comme on pourrait s'y attendre ! La traduction la plus juste est donc « expatrié » plutôt qu'émigré. Ce service produit un rapport annuel particulièrement intéressant, même s'il est partiel (y figurent généralement les monographies des quatorze principaux pays d'immigration turque, mais jamais les États-Unis pourtant destination d'une émigration importante, comme le soulignent ci-après les articles de Şebnem Köser-Akçapar et David Behar). Renommé en 1999 « Direction générale des Relations extérieures et des Services aux Travailleurs expatriés » (DİYİH : *Dış İlişkiler ve Yurtdışı İşçiler Hizmetleri Genel Müdürlüğü*), ce service administratif a continué à produire jusqu'à aujourd'hui son rapport annuel, maintenant disponible sur le réseau Internet, sur le site du ministère (<http://www.calisma.gov.tr>).
- 4 Comme exposé dans notre article de 2002, DİYİH tire ses statistiques de rapports annuels rédigés par les attachés du Travail des Consulats et Ambassades de Turquie et se base donc sur les recensements et les comptes des gouvernements des pays d'immigration. C'est donc une garantie de relative fiabilité, mais les écarts ou les variations de confection de données statistiques souvent soulignées par les chercheurs entre pays européens et pays non européens, y compris dans les définitions de base, y apparaissent d'autant plus clairement. Cette source administrative n'est pas seule puisque le même ministère dispose depuis les années 1960 d'une agence de l'emploi, établissement public, dont les compétences ressemblent fort à celles des ANPE et OMI françaises. L'ancien İİBK (*İş ve İşçi Bulma Kurumu* : Office de l'Emploi et de Placement des Travailleurs) s'appelle aujourd'hui İşkur (*Türkiye İş Kurumu* : Office du Travail de Turquie) et peut être interrogé sur Internet en passant par le même serveur que DİYİH. Le ministère des Affaires Étrangères dispose pour sa part de chiffres plus ou moins réguliers sur les présences turques à l'étranger, sur la base des inscriptions auprès des Ambassades, pour les motifs les plus divers, qu'il s'agisse de militaires de contingents mis à disposition de l'ONU (Bosnie, Macédoine, Afghanistan, Somalie), d'entrepreneurs expatriés parfois accompagnés de leurs salariés, en particulier dans le secteur du Bâtiment-Travaux Publics (Asie centrale, Russie, pays des Balkans...), d'étudiants en formation, dont des jeunes filles au pair (Grande-Bretagne). Ce ministère dispose également d'un Département pour les Expatriés Turcs. La logique est donc, pour les autorités turques, celle de l'expatriation qui peut être temporaire (même longue) et non d'une émigration définitive même si l'on sait que les limites ne sont pas étanches, comme dans le cas des étudiants évoqués dans ce numéro par David Behar ou Şebnem

Köser-Akçapar. Nous ne revenons pas ici sur l'analyse présentée en 2002 ou sur les articles écrits sur l'historique et le fonctionnement du champ migratoire, mais sur un fait nouveau, assez récemment apparu, réalisé dans le rapport DİYİH 2005 et très sensible sur le site Internet du ministère : la prise en compte des statistiques du ministère des Affaires Étrangères. Le constat est étonnant !

Les « stocks » de population émigrée

- 5 Combien de citoyens turcs vivent à l'étranger ? Combien d'immigrés issus de l'émigration turque sont présents sur les divers continents touchés par cette émigration ? Les « stocks », très vilain, mais très parlant, mot de notre vocabulaire démographique — on peut sans conteste lui préférer effectifs ou populations — mesurent cette présence expatriée. Les chiffres disponibles tout d'abord : nos sources habituelles permettent depuis 1982 un suivi assez cohérent de l'évolution des effectifs turcs expatriés et immigrés. Le tableau qui suit, donné pour la fin de l'année 2005, est tout à la fois intéressant puisque plus complet que d'habitude et parfois sujet à caution : on comprend vite à le parcourir qu'il est réellement à manier avec d'infinies précautions, étonnamment bien plus que dans les années précédentes.
- 6 Ce tableau appelle évidemment de multiples commentaires, au-delà de sa présentation quelque peu surprenante qui classe Russie et Belarus, Ukraine et Moldavie, en Asie ! Il s'agit d'un tableau pris dans le bulletin cité en référence, disponible sur le site du ministère, et qui est plus détaillé que le rapport annuel DİYİH.

Tableau 1 : Données concernant les ressortissants turcs expatriés au 31.12.2005

Pays	Nombre Citoyens turcs	Travailleurs Salariés	Travailleurs indépendants	Total	Travailleurs sans emploi
A. Europe occidentale					
1. Union européenne					
Allemagne	1 764 041	458 243	64 600	522 843	210 821
France	359 034	87 992	5 000	92 992	21 275
Pays-Bas ***	358 846	118 000	11 500	129 500	13 000
Autriche	116 882	52 021	3 000	55 021	10 834
Gr. Bretagne	150 000	50 000	13 000	63 000	4 279
Danemark ***	54 859	21 165	2 609	23 774	4 406
Grèce	48 880	3 563		3 563	
Belgique	39 965	13 412	1 743	15 155	5 416

Suède	34 965	5 000	—	5 000	1 500
Italie	14 424	6 414	—	6 414	—
Finlande	7 000	—	—	—	—
Pologne	2 500	1 586	—	1 586	—
Espagne	1 834	1 097	—	1 097	—
Irlande	1 191	800	—	800	—
Rép. Tchèque	750	475	—	475	—
Malte	400	360	—	360	—
Luxembourg	377	242	—	242	—
Portugal	220	120	—	220	—
Slovaquie	151	88	—	88	—
Lituanie	45	35	—	35	—
Lettonie	20	—	—	—	—
Slovénie	25	20	—	20	—
Estonie	15	6	—	6	—
Hongrie	—	—	—	—	—
Total UE	2 956 044	820 639	101 452	922 091	271 531
2. Autres pays					
Suisse	75 448	34 200	818	35 018	4 382
Norvège	15 356	—	—	—	473
Roumanie	12 000	3 200	—	3 200	—
Bulgarie	1 500	1 100	—	1 100	—
Macédoine	1 000	250	—	250	—
Liechtenstein	890	317	—	317	—
Bosnie Herz.	700	500	—	500	—
Serbie-Monténégro	150	—	—	—	—
Vatican (?)	300	55	—	55	—

Total zone	107 344	39 622	818	40 440	4 855
Total Europe	3 063 388	860 261	102 270	962 531	276 386
B. Asie					
1. Rép. Turciques					
Azerbaïdjan	15 000	10 500	—	10 500	—
Kazakhstan	10 000	4 472	1 139	5 611	—
Turkménistan	7 000	6 000	170	6 170	—
Kirghizistan	3 380	1 967	—	1 967	—
Ouzbékistan	700	600	—	600	—
Tadjikistan	600	500	—	500	—
Chypre turque	146 442	46 010	—	46 010	—
Total zone	183 122	70 049	1 309	71 358	—
2. Moyen- Orient					
Arabie saoudite	115 000	115 000	—	115 000	—
Israël	30 000	6 000	—	6 000	—
Liban	7 748	188	—	188	—
Émirats arabes unis	5 484	2 650	—	2 650	—
Koweït	3 362	2 660	120	2 780	—
Dubaï	3 000	2 650	—	2 650	—
Syrie	2 350	946	—	946	—
Jordanie	2 500	1 400	—	1 400	—
Qatar	1 985	1 500	—	1 500	—
Irak	1 200	1 200	—	1 200	—
Bahreïn	724	617	—	617	—
Oman	500	384	—	384	—
Yémen	249	169	—	169	—

Total zone	174 002	135 364	120	135 484	—
B. Asie (suite)					
3. Autres pays					
Féd. Russie	22 808	22 808	—	22 808	—
Japon	6 309	1 300	—	1 300	—
Afghanistan	4 500	4 500	—	4 500	—
Ukraine	2 250	1 900	—	1 900	—
Géorgie	2 000	1 000	—	1 000	—
Iran	1 675	—	—	—	—
Corée du Sud	1 026	560	—	560	—
Moldavie	1 000	200	—	200	—
Chine	578	492	—	492	—
Pakistan	349	164	—	164	—
Malaisie	347	154	—	154	—
Mongolie	200	—	—	—	—
Singapour	195	96	—	96	—
Belarus	150	120	—	120	—
Thaïlande	140	95	—	95	—
Philippines	100	40	—	40	—
Indonésie	97	47	—	47	—
Inde	96	43	—	43	—
Bengladesh	48	27	—	27	—
Vietnam	16	13	—	13	—
Cambodge	15	12	—	12	—
Myanmar	15	11	—	11	—
Népal	5	—	—	—	—
Sri Lanka	4	—	—	—	—

Total zone	43 923	33 582	—	33 582	—
Total Asie	401 047	238 995	1 429	240 424	—
C. Afrique					
Égypte	2 000	300	—	300	—
Soudan	1 800	1 100	—	1 100	—
Algérie	1 480	1 379	—	1 379	—
Libye	1 400	1 110	190	1 300	—
Maroc	700	587	—	587	—
Tunisie	220	31	—	31	—
Nigéria	200	150	—	150	—
Kenya	129	72	—	72	—
Guinée	120	118	—	118	—
Mali	109	103	—	103	—
Sénégal	79	37	—	37	—
Tanzanie	56	36	—	36	—
Ouganda	37	26	—	26	—
Éthiopie	35	29	—	29	—
Congo-Zaïre	22	—	—	—	—
Côte d'Ivoire	12	—	—	—	—
Gambie	11	—	—	—	—
Burkina Faso	11	—	—	—	—
Congo Rép.	4	—	—	—	—
Burundi	3	—	—	—	—
Guinée Bissao	1	1	—	1	—
Angola Afrique Sud	1	—	—	—	—
Cap Vert	1	1	—	1	—
Total zone	8 431	5 097	190	5 287	—

D. Amérique					
USA	250 000	114 000	—	114 000	—
Canada	41 000	29 000	—	29 000	—
Argentine	750	—	—	—	—
exique	200	120	—	120	—
Brésil	150	—	—	—	—
Chili	147	111	—	111	—
Belize	60	45	—	45	—
Cuba	62	—	—	—	—
Venezuela	40	—	—	—	—
Costa Rica	35	20	—	20	—
Panama	25	10	—	10	—
Pérou	11	4	—	4	—
Uruguay	10	10	—	10	—
Surinam	10	—	—	—	—
Guatemala	6	—	—	—	—
Paraguay	3	3	—	3	—
Bolivie	2	2	—	2	—
Honduras- Nicaragua	1	—	—	—	—
Total zone	292 512	143 325	—	143 325	—
E. Océanie					
Australie	63 000	23 500	6 000	29 500	5 000
Nlle Zélande	1 000	590	—	590	
Total zone	64 000	24 090	6 000	30 090	5 000

Total général	3 829 378	1 271 768	109 889	1 381 657	281 386
----------------------	------------------	------------------	----------------	------------------	----------------

Notes : (*) : travailleurs salariés ; (**) : travailleurs indépendants ; (***) : chiffre ne comprenant pas les doubles nationalités ; (-) : données non disponibles.

Sources : Services extérieurs du ministère du Travail et de la Sécurité Sociale et ministère des Affaires Etrangères :

http://www.calisma.gov.tr/birimler/yih/bulten/2006_haber/haziran06_haber.htm

7 Le tableau présenté dans ce rapport est généralement plus conforme à la réalité géographique ou géopolitique. Autre curiosité de classement, la mention du Tadjikistan comme république turque ou turcique, ce qui ne plaira certainement pas aux Tadjiks iranophones, mais le fait est habituel ; les contours du « monde turc » (*Türk Dünyası*) sont souvent assez approximatifs (on cite souvent pêle-mêle les Turcs bosniaques, les Tcherkesses, les Tchétchènes ou les Tadjiks qui ne sont pas des turcophones, et encore moins des Turcs, voire les Mongols, au grand dam de ces derniers). Ceci n'est pas le plus étonnant ou le plus curieux. Il est parfois difficile de démêler la part de responsabilité du rédacteur du tableau et celle de la vision géopolitique de l'opinion turque (ou des décideurs) dans la confection de ce type de données et c'est peut-être là aussi que réside l'intérêt de l'exercice. Sans trop entrer dans les détails, nous pouvons toutefois revenir sur certaines lignes ou groupes de pays.

- Les pays de l'Union Européenne sont par définition les mieux suivis, en particulier pour « l'UE à 15 », mais les variations entre les données de DİYİH et celles de SOPEMI ou d'Eurostat sont sensibles. Ainsi pour l'Allemagne, les données sont celles de l'administration fédérale et ne prennent en compte que les immigrés de nationalité turque (1 764 041). Les Allemands d'origine turque ne figurent pas ici, mais ils sont au moins 622 010 à avoir acquis la nationalité allemande depuis 1980. La « présence turque » y est donc au moins constante, sinon croissante, mais l'aspect le plus immédiat est celui d'une forte décroissance de la population étrangère turque (année-record : 1999 avec 2 110 223 immigrés turcs, DİYİH 2000). La Belgique bat tous les records en matière de naturalisation : 39 965 au 31.12.2005, les Turcs étaient 119 036 en 1996 (YİHGGM 1997). La France et les Pays-Bas, respectivement 359 034 et 358 846 personnes dans ce tableau, sont « au coude-à-coude », or une note dit que le chiffre néerlandais (ou danois) intègre les doubles nationalités (*çifte vatandaşlık*), mais pas le chiffre français, ce qui est pourtant le cas, d'où le grand écart avec les données de l'INSEE et du ministère de l'Intérieur. La Grande-Bretagne est encore un cas spécifique, souvent cité : les statistiques turques, comme d'ailleurs longtemps les statistiques britanniques (jusqu'à l'alignement récent sur la norme européenne qui distingue les étrangers par nationalités), confondent parfois allégrement Turcs de Turquie et Chypriotes turcs.
- Les pays de l'UE « non traditionnels », où l'immigration turque est plus récente, voient cette présence s'étoffer, comme en Italie, et loin derrière l'Espagne ou l'Irlande. La typologie des migrations y est sans doute assez complexe : l'Italie est à la fois terre d'accueil de nombreux réfugiés d'origine kurde et zone de transit des migrations irrégulières tandis que le nord, autour de Milan, est zone d'implantation de nombreux transporteurs turcs (de Tapia 1996, 2006). L'Espagne et l'Irlande font quant à elles preuve d'un bel élan économique et attirent de nombreux migrants : les Turcs y sont bien moins nombreux que les Maghrébins (Italie, Espagne), les Polonais, Ukrainiens ou Moldaves (Espagne, Portugal). Le cas finlandais semble proche : aux toutes premières démarches commerciales impulsées par la petite communauté tatare musulmane dans les années 1980 s'est greffée une migration commerçante puis politique (nombreux demandeurs d'asile kurdes).

- Les nouveaux pays de l'UE, pays de transit de la migration turque entre 1961 et 1990, sont devenus pays d'immigration, parfois du fait même de leur proximité avec l'UE (République Tchèque : 750 ; Pologne : 2 500). Les effectifs turcs y sont relativement stables, plutôt formés de commerçants et de petits entrepreneurs que d'ouvriers réguliers ou de migrants en transit. Il est fort possible qu'ils soient sous-évalués, comme en Slovénie où Ljubljana a longtemps été une ville-relais de la migration irrégulière turque et où le port de Koper (avec Trieste toute proche) est l'une des portes du trafic maritime turc d'exportation vers l'UE. Ainsi curieusement, la Hongrie n'y figure pas alors qu'une présence turque de 932 personnes y était enregistrée en 1998-1999³.
- La forte présence turque au Vatican (300 dont 55 travailleurs), toute proportion gardée vu la faible taille du plus petit état du monde, reste une énigme !
- Le second pôle historique du champ migratoire est le Moyen-Orient (1972 : accord entre les Premiers Ministres turc et libyen, respectivement Bülent Ecevit et Abdusselam Djalloud). Longtemps cultivés par les partis islamistes turcs, en particulier lorsque Necmettin Erbakan, responsable du parti islamiste, était membre de gouvernements de coalition, les pays arabes producteurs de pétrole ont été à la fois un débouché constant relativement stable mais toujours problématique, Arabes et Turcs ayant de nombreux contentieux depuis la fin de l'Empire ottoman. Notre tableau confirme la stabilité de la présence turque en Arabie saoudite (115 000, dont de nombreux entrepreneurs sous le régime de la *kafala*, ce qui ne peut apparaître dans le tableau), dans la plupart des Émirats, officialise cette présence en Syrie (2 350) et en Jordanie (2 500), confirme aussi la fréquentation du Liban (7 748), dont seulement 188 salariés et surtout d'Israël (30 000, dont 6 000 salariés). De fait, cette partie du tableau soulève de nombreuses questions : pour Israël, s'agit-il simplement d'une main-d'œuvre remplaçant les travailleurs palestiniens (à l'égal des Philippins ou des Thaïlandais) ou d'une fraction de l'*Aliya*, la communauté juive de Turquie apparaissant très (trop ?) stable et ayant des relations fortes avec Israël depuis sa création (1947). À noter aussi que la Libye ne se trouve plus au Moyen-Orient, mais en Afrique avec de nouveaux venus comme l'Égypte ou le Soudan.
- Le troisième pôle historique (avec les suites migratoires de la perestroïka gorbatchévienne dues à l'ouverture des chantiers soviétiques aux entrepreneurs turcs) est formé des républiques de la CEI. Ici, on distingue républiques turques/turciques (183 122, chiffre très contestable, nous allons y revenir) et autres pays d'Asie (49 223).
- La Russie et les anciennes républiques soviétiques (hors pays turcophones) n'ont pas donné les résultats escomptés, en particulier du fait des tensions politiques internes et de l'instabilité économique russe. La Russie demeure toutefois, avec 22 808 salariés recensés le second débouché en termes de flux après l'Arabie saoudite, voire le premier ces dernières années (voir *infra* : tableau 2 et commentaires). L'Ukraine, la Géorgie, voire la Moldavie, sont à la fois des débouchés pour les travaux publics et les commerçants turcs qui n'apparaissent pas ici. Ainsi c'est la Turquie qui a financé et construit des programmes de logement pour les Tatars de Crimée rapatriés récemment de Sibérie ou du Kazakhstan tandis que la vive concurrence sur les zones de pêche de la mer Noire incitait des patrons turcs à directement investir dans les ports ukrainiens.
- Les pays turcophones sont devenus un débouché important, mais pourtant fragile. Les effectifs ont largement diminué en Ouzbékistan du fait de relations politiques très tendues entre les deux gouvernements. La présence turque s'accroît en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, au Turkménistan, pays riches d'hydrocarbures et de gaz naturel, où les dirigeants sont parfois mégalomanes — le président Niyazov a fait construire des bâtiments grandioses à Achgabad, un peu sur le « modèle Ceausescu », en profitent largement les entreprises

turques et... françaises (comme Bouygues) —, où des grands chantiers plus sérieux existent comme la refonte des installations pétrolières kazakhstanaïses et azéries ou le déménagement de la capitale kazakhe d'Almaty à Astana, dont bénéficient grandement les entreprises turques. Elle croît plus modestement en Kirghizie et au Tadjikistan, longtemps en guerre civile, iranophone et non turcophone comme dit en Turquie⁴.

- Chypre-Nord est un cas spécifique : état non reconnu par la « communauté internationale », Chypre a attiré de nombreux migrants turcs d'Anatolie tandis que les Chypriotes partaient en masse, parfois vers la Turquie, surtout vers l'Angleterre. En raison du conflit ethnique qui a touché l'île dès l'indépendance (1960), avec l'intervention militaire turque de 1974 et la création d'un état turcophone (1982), il est souvent difficile de faire la part des choses, la Turquie étant généralement très discrète sur des flux migratoires violemment critiqués par la partie grecque, la seule reconnue en droit international. Le chiffre cité ici (146 442) est d'autant plus étonnant et semble amalgamer, au moins partiellement, population autochtone et population immigrée, dont on s'accorde à penser qu'elle dépasse cependant les 35 000 personnes⁵.
 - Les « autres pays d'Asie » intègrent des pays offrant des chantiers (Pakistan, Malaisie, Mongolie), des destinations touristiques qui peuvent agglomérer quelques emplois stables (alpinisme et trekking au Népal par exemple, que les Turcs viennent de découvrir) et quelques pays anecdotiques (Vietnam, Cambodge, Myanmar...). Le tableau confirme la présence turque au Japon (6 309 dont 1 300 salariés) mais aussi en Corée (1 026 dont 560 salariés) peut-être due à la densité des relations économiques et des investissements asiatiques en Turquie. L'Afghanistan agglomère un contingent militaire et plusieurs chantiers d'ingénierie, en particulier dans le domaine des infrastructures de transports routiers, comme au Pakistan⁶. Ce dernier débouché, un moment prometteur, a pâti de l'intervention américaine contre les Talibans.
- 8 L'Amérique n'est pas un nouveau compartiment du champ migratoire. Avec les interrogations souvent soulevées, on sait que les USA et le Canada rassemblent l'immense majorité de l'immigration turque, avec des différences notables entre les flux : ouvriers et réfugiés comme en Europe, au Canada et certaines régions américaines comme l'agglomération new-yorkaise, étudiants en formation et exode des compétences très nombreux, bien plus qu'en Europe⁷. Le fait nouveau déjà perceptible dans les rapports SOPEMI est la diffusion de l'immigration dans une grande partie de l'Amérique latine, reprenant une vieille pratique ottomane, celle des *Turcos*, à l'époque plutôt chrétiens ou généralement arabes (Syro-libanais, Palestiniens). Argentine, Mexique, Brésil, Chili sont dans le peloton de tête, mais on lit aussi Belize, Cuba (destination très prisée des touristes turcs), Venezuela... avec de faibles contingents.
- 9 L'Océanie ressemble beaucoup à l'Europe, voire au Canada. Rien de nouveau ici, si ce n'est la lente croissance de la présence turque en Nouvelle-Zélande.
- 10 L'Afrique forme la dernière surprise de ce tableau : si, jusqu'à aujourd'hui, seules l'Afrique du Sud et la Libye étaient listées depuis 1974 comme destinations, on est loin aujourd'hui des 130 000 Turcs qu'a abrités ce pays durant les années 1970-1980, au moment de sa période faste de grands chantiers d'aménagement pharaonique impulsés par le colonel Kadhafi (autoroutes, routes, aéroports, périmètres d'irrigation et grands travaux hydrauliques). Égypte, Soudan, Algérie, Libye, agglomèrent chacune plus de 1 000 personnes ; Maroc et Tunisie suivent. L'absence de l'Afrique du Sud est due à une erreur : un autre tableau du même ministère donne 1 100 Turcs dans ce pays, ils sont peut-être plus nombreux. Au total, 24 pays africains abritent aujourd'hui une présence

turque, parfois due à un redéploiement de la coopération technique et culturelle vers les pays musulmans (Soudan, Mali), où officie l'Agence gouvernementale TİKA (*Türk İşbirliği ve Kalkınma Ajansı* : Agence turque de Coopération et de Développement).

Les flux migratoires récents : l'émigration turque

- 11 À ces « stocks » de population émigrée et résidente régulièrement dans les pays cités, s'ajoutent chaque année les « flux » reconnus par l'Administration turque, en l'occurrence ici *Işkur*. Or ces flux de travailleurs expatriés ne recourent que très imparfaitement la réalité de l'émigration puisque, par définition même, ni les demandeurs d'asile, ni les migrants irréguliers n'y figurent. Ils peuvent être nombreux sur certaines destinations. De même, le regroupement familial, question sensible en Europe, en particulier par le biais, parfaitement légal au demeurant, du mariage avec des conjoints venant de Turquie, ne figure pas dans ces chiffres.
- 12 Ces départs gérés par l'Office du Travail sont de fait des contrats proposés, soit par des entreprises turques (37 734 pour l'année 2004), soit par des entreprises étrangères (2 464). Il ne s'agit donc plus d'aventures individuelles, comme durant les années 1960-1970, mais de recrutements par des entreprises, même si les candidatures ont pu être spontanées. L'Office édite un tableau, non reproduit ici, qui distingue recrutements par entreprises turques et entreprises étrangères, subdivisés en deux colonnes, recrutement par l'Office, recrutement par effort personnel (*by personal effort, kendi imkânı*), or la première colonne est systématiquement vide (0) ! De plus, les données sont ici officielles et sauf régularisations toujours possibles, assez fréquentes dans les faits, les migrants irréguliers ne sont évidemment pas décomptés, or ils doivent être passablement nombreux sur certaines destinations (Liban, Syrie, Iran...).

Tableau 2 : Pays de destination des migrants turcs de travail (dossiers traités par l'Office du Travail de Turquie) : 1998-2004

Pays	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
USA	124	131	46	104	168	87	74
Afghanistan			0	—	0	1 698	3 511
Allemagne	1 734	2 350	2 135	2 437	3 367	3 366	2 197
Albanie			0	201	120	111	70
Australie			4	5	11	4	3
Autriche			1	5	2	11	22
Azerbaïdjan	276	152	214	267	668	1 049	745
Bahamas				1			
Bahreïn			73	—	—	—	
Belgique			1	1	—	—	

Bermudes			1		—	—	
Belarus			0	299	23	0	
Émirats Arabes Unis			21		—	—	628
Bulgarie	0	107	37	4	0	36	88
Algérie			0	—	12	160	699
Danemark			3	5	5	7	1
Éthiopie	80	16					
Maroc			0	—	69	182	279
Finlande	—	—	—	3	—	—	
France	33	25	87	202	341	422	520
Afrique Sud							1
Géorgie	194	150	157	65	375	357	276
Croatie			72	86	91	309	373
Pays-Bas			1	2	131	431	1
Grande-Bretagne	38	23	29	19	27	12	2
Irak			0	37	191	601	4 900
Iran							28
Irlande				1			
Israël	1 819	1 485	1 322	3 917	342	422	130
Suède			3	5	28	42	29
Suisse			1	1	0	0	
Italie			2	2	5	2	
Japon	0	65	9		—	—	
Canada	0	254	1	7	6	2	1
Qatar			0	—	34	241	454
Kazakhstan	3 145	1 524	1 790	1 290	1 102	1 532	4 403
Kirghizie	8	88	177	34	95	34	260

Chypre Nord	234	254	159	22	1	126	1
Kosovo			0	—	2	0	
Koweït			—	—	45	26	230
Libye	1 032	698	385	238	1 037	2 515	668
Liban	84	0			—	—	11
Luxembourg			2		—	—	
Macédoine							108
Malte			3	6	10	11	
Égypte	—	—	—	1	—	—	
Moldavie	102	119	20	2	132	0	
Norvège			1		—	—	
Pakistan	192	91	63	11	—	—	3
Panama			1	1	0	0	
Pologne							18
Portugal			2		0	0	
Roumanie	462	196	0	13	12	86	230
Arabie Saoudite	6 821	5 178	1 862	4 657	6 399	6 064	1 146
Fédération de							
Russie	7 426	2 215	2 199	4 190	10 137	10 816	13 271
Saint Vincent				1			
Soudan			0	—	14	29	18
Syrie			0	9	21	2	
Tadjikistan			0	—	0	245	305
Tatarstan			—	—	4	77	231
Taiïwan				1			
Turkménistan	563	1 576	2 184	1 327	1 068	1 603	2 031
Ouzbékistan	1 326	872	176	455	423	773	455

Ukraine	124	93	222	90	151	89	761
Oman			0	—	0	4	195
Jordanie	0	20	166	203	234	268	752
Nouvelle Zélande			0		1	1	
Yémen					0	104	23
Grèce			7	3	0	0	
Autres			—	—	14	94	35
Total	25 817	17 652	13 465	20 231	26 916	34 151	40 198

Source : Direction générale de l'Office du Travail de Turquie – Türkiye İş Kurumu Genel Müdürlüğü. Les pays de destination sont donnés dans l'ordre alphabétique turc : Arabie saoudite = Suudî Arabistan, Grèce = Yunanistan, Suisse = İsviçre...

- 13 Ce n'est sans doute pas la donnée principale. L'intérêt de ces tableaux (DİYİH et İşkur), largement amendés par le rapport 2005 par les données du ministère des Affaires Étrangères, est d'une part d'officialiser des flux migratoires que l'on pouvait décrypter en lisant la presse ou en extrapolant certaines informations (de Tapia 2002), d'autre part de montrer la formidable extension du champ migratoire turc dans le monde et les efforts faits pour se dégager de la tutelle européenne dans ce domaine.
- 14 Ainsi, l'information selon laquelle des artisans transporteurs turcs étaient partis pour un temps limité en Iran, après le conflit Iran-Irak, celles qui parlaient d'une forte présence turque en Israël, dans le nord de Chypre ou au Liban, très peu visibles dans les statistiques officielles, en raison de conflits potentiels, politiques ou économiques avec des partenaires difficiles ou politiquement incorrects, comme l'Autorité Palestinienne (les Turcs en Jordanie et au Liban pouvant *de facto* prendre des emplois aux travailleurs palestiniens) ou Chypre Nord, république reconnue par la seule Turquie, contentieux avec la République de Chypre, mais aussi l'Union Européenne. La présence turque au Liban a été révélée indirectement dans la presse turque – détail passé inaperçu en France – lorsque 1245 citoyens turcs, comprenant épouses et enfants, ont été rapatriés lors de la dernière intervention israélienne au Sud-Liban vers le port de Mersin par des navires turcs qui au passage ont pris à bord de nombreux Européens, Canadiens et Américains.
- 15 Le simple fait que des travailleurs turcs soient présents dans 70 pays différents, aux régimes politiques et économiques infiniment variés, est en soi une information importante. On le « subodorait » déjà dans les rapports DİYİH précédents, mais l'adjonction de données du ministère des Affaires Étrangères annonçant explicitement des présences turques en Afghanistan, en Irak, au Turkménistan, à Chypre, en Iran, en Israël, au Liban, voire au Maroc et en Algérie est un évènement en soi pour l'étude du champ migratoire turc.
- 16 Un tableau partiel pour 2005-2006 (périodes comparées de janvier à mai) semble confirmer ces faits : on y relève de nouvelles destinations, souvent anecdotiques car n'y sont comptés que quelques unités comme Monaco (1), le Ghana (3), les Maldives (37), le

Mali (31), l'Égypte (295), la Mongolie (20), le Népal (56), mais pour quelques cas, il pourrait s'agir d'affaires plus sérieuses. L'apparition de 20 travailleurs turcs en Mongolie est due au fait que la Turquie, par le biais de son agence de développement TIKA, est en train de construire dans la vallée de l'Orkhon un parc historique et archéologique comprenant des structures de conservation des stèles épigraphiques relatant les hauts faits des premiers khans turcs et une route d'accès, en accord avec le gouvernement mongol. Les 20 personnes en question sont des archéologues, des ingénieurs et des personnels qualifiés des travaux publics.

17 Quelques commentaires partiels et ciblés cependant :

- les USA n'apparaissent toujours pas comme destination importante : les circuits sont autres et relèvent de l'Éducation Nationale et des Universités (ou de la politique interne de recrutement des entreprises).
- L'Allemagne attire à nouveau : il s'agit ici, soit de chantiers provisoires remportés par des firmes turques (par exemple, logements sociaux dans les nouveaux Länder), soit de recrutement par les entreprises issues de l'immigration turque. On relève le même phénomène en France, moins important, mais dans tous les cas européens, les chiffres donnés par İşkur sont de très loin inférieurs à ceux du regroupement familial et des mariages (environ 30 000 à 40 000 annuels en Allemagne, plus de 6 000 pour la France).
- La Russie et l'Arabie saoudite sont bien, depuis des années, le débouché principal de la main-d'œuvre expatriée turque, mais leur part décroît devant l'extension et la diversification du champ.
- L'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Turkménistan, pays producteurs d'hydrocarbures et solvables, attirent des contingents en expansion sur le moyen terme, mais de récents très violents incidents entre travailleurs turcs et kazakhstanais (kazakhs ?) montrent toute la fragilité de l'exercice⁸.
- L'Irak (aucun départ jusqu'en 2000 alors que le pays était avec Saddam Hussein un débouché important, mais 4 900 en 2004) et l'Afghanistan en reconstruction (1 698 départs en 2003, 3 511 en 2004, 3 086 pour les cinq premiers mois de 2005, 3 373 pour la même période en 2006) sont les deux destinations qui comptent malgré les dangers encourus⁹. Plusieurs chauffeurs routiers turcs travaillant pour des entreprises américaines ou turques ont été pris en otages, parfois assassinés, et on connaît le retour de l'insécurité en Afghanistan, or les entreprises turques sont engagées sur des tronçons de route autour de Kaboul et Kandahar.

18 Il serait fastidieux de multiplier les commentaires descriptifs, on en retiendra que le champ migratoire turc est en constant mouvement mais que les compartiments que j'ai souvent décrits dans les grandes lignes restent marqués par des constantes. Ainsi seules l'Europe occidentale, l'Amérique du nord et l'Océanie peuvent être, à des degrés divers, considérés comme des régions stables de migrations de peuplement, avec une forte composante familiale et une intégration possible. Les autres compartiments, Russie, Europe orientale, Asie centrale, Afrique, Asie orientale, sont ou trop récents, ou trop instables. Il n'en reste pas moins que la vitalité et la capacité d'adaptation de l'émigration turque sont étonnantes.

La Turquie, nouveau pays d'immigration

19 On peut à l'inverse souligner les tendances récentes de l'immigration en Turquie. C'est de fait un autre sujet, mais il ouvre de nouvelles perspectives de recherche, tant pour nos collègues turcs que pour les chercheurs étrangers. La Turquie n'est pas, à

proprement parler, un « nouveau » pays d'immigration puisque nous l'avons déjà bien souvent souligné, elle a aggloméré des populations immigrées réfugiées ou rapatriées en très grand nombre et que cet élément est même constitutif de la personnalité politique comme du peuplement turc contemporain (de Tapia 1998, 2001, 2006...).

Tableau 3 : Les étrangers en Turquie

Pays d'origine / nationalité	Carte de séjour résidant	Actifs	Étudiants	Hommes	Femmes	Total général
Afghanistan	3 476	101	287	2 546	1 318	3 864
Allemagne	5 305	1 452	118	3 194	3 681	6 875
États-Unis	3 187	1 888	167	2 505	2 737	5 242
Albanie	379	59	607	566	479	1 405
Australie	388	298	41	376	351	727
Autriche	460	267	15	397	345	742
Azerbaïdjan	7 556	732	1 657	5666	4279	9 945
Belgique	368	173	20	332	229	561
Bosnie-Herz.	169	142	269	329	251	580
Bulgarie	41 357	538	2 639	23 063	21 471	44 534
Chine	781	681 2	01	1 040	623	1 663
Philippines	314	151	11	229	247	476
Palestine	192	44	259	389	106	495
France	1 497	1 206	53	1 388	1 368	2 756
Géorgie	761	133	254	619	529	1 148
Inde	317	512	15	558	286	844
Pays-Bas	802	259	13	534	540	1 074
Irak	3 469	683	278	2 624	1 806	4 430
Grande-Bretagne	2 962	1 395	133	2 992	2 198	4 490
Iran	3 975	898	567	3 032	2 408	5 440
Suisse	295	110	15	207	213	420
Italie	832	616	37	770	715	1 485

Japon	708	761	112	806	775	1 581
Canada	254	312	46 3	31	281	612
Kazakhstan	2 364	184	817	20 46	1 319	3 365
Kirghizie	1 037	90	1 062	1 258	931	2 189
Corée du sud	472	193	92	421	336	757
Chypre nord	835	468	766	984	1 085	2 069
Macédoine-FYROM	512	71	369	567	385	952
Mongolie	28	6	497	299	232	531
Moldavie	1 354	212	175	794	947	1 741
Ouzbékistan	991	98	103	612	580	1 192
Pakistan	291	95	70	263	193	456
Pologne	319	112	36	237	230	467
Roumanie	1 082	316	86	710	774	1 484
Russie	4 152	1 281	709	2 688	3454	6 142
Syrie	1 110	130	273	839	674	1 513
Turkménistan	397	50	1 209	1 329	327	1 656
Ukraine	1 577	473	349	1 093	1 306	2 399
Jordanie	294	143	264	500	201	701
Serbie-Mont.	3 443	252	563	2 215	2043	4 258
Grèce	3 418	504	2 461	2 795	3588	6 383
Totaux	103 480	18 089	17 715	74 116	65 528	139 644

Source : Direction Générale de la Sécurité nationale, ministère de l'Intérieur, Ankara.

- 20 Les chiffres sont ici issus des statistiques du ministère de l'Intérieur ou des recensements pratiqués par l'Institut National des Statistiques. On se contentera de quelques chiffres cités par Ahmet İçduygu et Şule Toktaş (2005).
- 21 Plusieurs faits apparaissent plus ou moins clairement :
- l'attractivité non négligeable de certaines activités en Turquie, comme l'économie (18 089) et l'université (17 715). Ce sont les places d'Istanbul, Ankara, Izmir, Bursa qui en bénéficient le plus, éventuellement Mersin et Adana (capitaux étrangers et universités récentes).

- L'attractivité traditionnelle de la Turquie pour des populations ayant un lien culturel avec l'histoire turque, même lointain (Afghanistan, Iran, pays des Balkans ou du Caucase...), ce lien pouvant être religieux (islam sunnite), culturel (turcophonie et culture ottomane).
 - Des phénomènes de retour encore très mal étudiés, comme celui des enfants d'immigrés, socialisés et éduqués à l'étranger, venus tenter leurs chances dans une économie bien plus attractive qu'au temps de l'émigration de leurs parents.
 - Des migrations de transit en partie stabilisées en Turquie, comme celles des Iraniens ou des Irakiens cherchant à partir vers l'Europe ou l'Amérique du nord, en particulier pour des motifs politiques¹⁰.
- 22 Ces chiffres peuvent être comparés avec les données des recensements (également cités par İcduygu et Toktaş (2005), montrant l'origine des populations immigrées, au sens français du terme : habitants recensés en situation légale nés à l'étranger, qu'elle que soit leur nationalité.
- 23 Ce dernier tableau confirme le précédent (tableau 3). Le nombre d'immigrés est certes moins important que dans les principaux pays européens d'immigration, il n'est toutefois pas négligeable. De 1 137 166 en 1990, on passe à 1 260 530 en 2000 ; la part des originaires des Balkans *lato sensu* (incluant la Roumanie et Chypre) reste importante, mais celle des personnes nées en Europe augmente : « Autrichiens », « Allemands », « Belges », « Suisses », « Britanniques », « Français » présentent des effectifs en forte croissance. Si l'on compare avec le tableau 3, on peut émettre l'hypothèse selon laquelle la différence entre étrangers et immigrés relève du retour des émigrés turcs, parmi lesquels d'assez nombreux enfants. Les 6 875 Allemands de 2004 sont des étrangers généralement qualifiés et les 273 535 immigrés nés en Allemagne des enfants d'immigrés turcs en Allemagne, mais il existe une plage de doubles définitions potentielles : les Allemands peuvent être descendants de Turcs et avoir opté pour la nationalité allemande, les Turcs peuvent avoir la nationalité allemande et avoir repris leur nationalité turque en revenant en Turquie (alors que l'Allemagne est attachée à la répudiation de la nationalité antérieure pour la naturalisation). De même pour les 2 756 Français installés en Turquie face aux 15 976 Turcs nés en France. Tout est affaire de convenances personnelles et de stratégies individuelles autant que de définitions juridiques : on peut être turcophone, né de parents turcs et mettre en avant sa nationalité européenne pour négocier un statut d'expatrié européen afin de bénéficier d'un contrat plus avantageux sur le plan financier et de la libre circulation européenne.

Tableau 4 : Population née en Turquie et population née hors Turquie ; comparaison des effectifs en 1990 et 2000

24 A) Recensement général de 1990

Pays de naissance	Hommes	Femmes	Total
Turquie	28 044 415	27 291 456	55 335 871
À l'étranger	562 632	574 534	1 137 166
Afghanistan	3 626	3 594	7 220
USA	7 695	5 173	12 868

Australie	1 404	1 506	2 910
Autriche	3 440	3 539	6 979
Allemagne	88 533	88 287	176 820
Belgique	2 287	2 416	4 703
Bulgarie	224 879	237 888	462 767
France	5 235	5 045	10 280
Pays-Bas	4 899	5 017	9 916
Irak	14 652	12 651	27 303
Grande-Bretagne	3 140	3 343	6 483
Iran	6 527	3 936	10 463
Suisse	4 018	4 091	8 109
Italie	1 079	879	1 958
Japon	512	460	972
Chypre (nord)	4 420	4 775	9 195
Égypte	1 314	1 004	2 318
Russie (Fédération de)	6 336	5 094	11 430
Syrie	2 733	2 505	5 238
Arabie saoudite	1 762	1 582	3 344
Yougoslavie	90 322	93 177	183 499
Grèce	47 782	53 913	101 752
Autres	33 712	32 913	66 625
Inconnu	2 324	1 690	4 014
Total général	28 607 047	27 865 990	56 473 037

25 B) Recensement général de 2000

Pays de naissance	Hommes	Femmes	Total
Turquie	33 691 617	32 851 780	66 543 397

À l'étranger	655 118	605 412	1 260 530
USA	7 457	6 109	13 566
Azerbaïdjan	8 661	8 126	16 787
Autriche	7 114	7 221	14 335
Allemagne	132 937	140 598	273 535
Bulgarie	228 363	252 454	480 817
France	7 815	8 161	15 976
Pays-Bas	10 769	11 054	21 823
Grande-Bretagne	8 807	10 107	18 914
Iran	8 076	4 881	12 957
Suisse	4 937	5 432	10 369
Chypre (nord)	4 799	5 592	10 391
Roumanie	8 330	12 536	20 736
Russie (Fédération de)	7 764	12 092	19 856
Macédoine (FYROM)	16 625	14 890	31 515
Grèce	26 967	32 250	59 217
Autres	115 941	123 295	239 736
Inconnus	8 894	8 436	17 330
Total général	34 346 735	33 457 193	67 803 927

Source : Ahmet IÇDUYGU et Aüle TOKTAÄ, 2005, Yurtdıřındaki Gelenlerinin Nicelik ve Niteliklerinin Tespitinde Sorunlar, Ankara, Türkiye Bilimler Akademisi Raporları (12), 52-53.

- 26 En d'autres termes, s'il ne faut pas trop en demander à des tableaux très généraux (et parfois quelque peu problématiques), ces statistiques globales soulèvent des questions nouvelles et indiquent de nouvelles pistes de recherche. L'image générale du champ migratoire turc apparaît ici en pleine mutation, avec l'émergence de nouvelles destinations, la stabilisation de quelques cibles (Arabie, Russie, Azerbaïdjan, pays d'Asie centrale). Les États-Unis restent une cible importante de la migration qualifiée tandis que l'Europe *lato sensu* est un terrain complexe : si de nouvelles destinations sont apparues, elles restent instables (Roumanie, Bulgarie, Macédoine, Ukraine). Les anciennes restent importantes pour les migrations familiales de peuplement, mais ont largement perdu de leur attrait pour les migrations de travail. Les destinations liées au marché du secteur BTP sont en expansion, mais restent instables (pays arabes, Malaisie,

Russie, Asie centrale), certaines étant même réellement dangereuses (Irak, Afghanistan). À l'inverse, la Turquie, pays d'émigration et de transit, garde sa position peu connue de pays d'immigration, mais les caractéristiques de l'immigration changent de nature : aux traditionnels *Muhacirs* et *Göçmens*, ces réfugiés-rapatriés de confession musulmane accueillis dans l'Empire ottoman (de Tapia 2006b, 2001), puis en Turquie, se superposent aujourd'hui des cadres d'entreprises multinationales et des travailleurs peu qualifiés (souvent irréguliers pour certains secteurs habituels : restauration, bâtiment, confection, domesticité...), des entrepreneurs indépendants et des retraités

Conclusion, nécessairement provisoire

- 27 La Turquie est apparue tardivement dans le « club » des pays d'émigration, entre 1957 et 1961, mais c'est l'un des pays de départ qui a connu l'une des croissances des flux les plus rapides. La crise économique qui a mis fin aux « Trente glorieuses », selon l'expression restée célèbre de Jean Fourastié, a pourtant très vite obligé les Turcs, autorités comme entreprises et individus, à rechercher des débouchés. La sociologue Nermin Abadan-Unat a fort bien décrit cette évolution rapide qui amène les émigrés turcs à s'intéresser aux pays arabes producteurs de pétrole dès 1972, à la Russie soviétique dès 1989. Le fait nouveau est sans doute l'éclatement total du champ migratoire : si l'Europe occidentale reste la principale destination de la migration de peuplement et l'objectif quasi-unique de la migration politique, si les États-Unis continuent à attirer des qualifiés, comme étudiants d'abord, comme cadres supérieurs ensuite, si le Moyen-Orient attire toujours par ses possibilités d'emploi (dans un contexte souvent difficile), Europe centrale et orientale, Asie centrale, Asie orientale, Afrique subsaharienne, pays du Maghreb, sont venus rejoindre les compartiments « traditionnels » du champ migratoire. D'une quinzaine, le nombre de pays abritant des émigrés turcs est passé à plus de 70 aujourd'hui.
- 28 Les objets et les formes mêmes de cette émigration ont largement changé. On est passé d'une migration « classique » de travail en usine dans les pays développés à une migration familiale de peuplement, tout en développant les réseaux liés à la société de départ (circulation migratoire intense), puis à une migration spécialisée vers les chantiers d'ingénierie et de travaux publics. L'évolution géopolitique du monde de l'après-perestroïka a très vite entraîné de nouveaux flux, cherchant le moindre débouché sur toute la planète. Les effectifs annuels tournent autour de 40 000 à 50 000 personnes, ce qui n'est pas négligeable. Les migrations de commerçants, la reprise de relations avec des pays longtemps inaccessibles mais faisant partie de l'horizon culturel turco-ottoman (Balkans et Ukraine, Asie centrale, Russie ouralo-volgienne), le commerce à la valise, le transport transcontinental à l'échelle eurasiatique, ont profondément transformé le champ migratoire turc. Un même pays connaît plusieurs formes d'immigration, ainsi les USA n'attirent pas que des qualifiés ; il existe une composante non négligeable de migration irrégulière. Il n'en reste pas moins que se dégagent des espaces privilégiés, comme l'Union européenne, premier client et premier fournisseur de l'économie turque, l'ensemble USA-Canada, fortement attractif pour la migration des qualifiés, mais les premières cibles de l'émigration turque sont aujourd'hui la Russie, l'Arabie saoudite, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan... Mais un fait, apparaissant peu sur ces tableaux, ne doit pas être omis : le regroupement familial, premier poste statistique de l'émigration turque vers l'Europe (membres de familles

regroupées et conjoints des enfants des immigrants) se dirige très massivement vers l'Europe occidentale.

- 29 Enfin, pays d'immigration historique, pays d'émigration massive, mais très « supportable » à échelle d'un pays de plus de 70 millions d'habitants, pays de transit placé à la croisée de multiples routes migratoires, la Turquie devient à son tour, comme bien d'autres pays méditerranéens, pays d'immigration. Nous sommes encore loin des effectifs enregistrés par l'Italie, l'Espagne ou le Portugal, mais la tendance est nettement à la hausse et les logiques sont en train de changer. D'une logique impériale historique (la Turquie républicaine, qu'elle l'accepte ou non, restant quelque part l'héritière de l'Empire, particulièrement avec Istanbul, ancienne capitale ottomane et siège du califat), on passe aujourd'hui à celle de la mondialisation des échanges, où la place financière encore modeste, où la production industrielle cherche à se donner une image eurasiatique. Alternative à l'Union européenne ?

BIBLIOGRAPHIE

ABADAN-UNAT Nermin (2002) *Bitmeyen Göç. Konuk İşçilikten Ulus-ötesi Yurttaşlığa* [La migration qui n'en finit pas. Des travailleurs-hôtes à la citoyenneté transnationale], İstanbul, Bilgi Üniversitesi (coll. Göç Çalışmaları), 30, 1, 383 p.

TC ÇSGB- Çalışma ve Sosyal Güvenlik Bakanlığı (2004) *Kayıt Dışı İstihdam ve Yabancı Kaçak İşçi İstihdamı*, Ankara, Çalışma ve Sosyal Güvenlik Bakanlığı. Voir : [TurkiyeKayitdisi-kacakcilikistidam-raporu. htm](http://turkiyekayitdisi-kacakcilikistidam-raporu.htm)

DİYİH- Dış İlişkiler ve Yurtdışı İşçiler Hizmetleri Genel Müdürlüğü [ancien YİHGM] (1982 sq.) *Yurtdışı İşçiler Hizmetleri Genel Müdürlüğü Raporu*. Ankara, rapport annuel de la Direction des Services aux Travailleurs Expatriés du ministère du Travail et de la Sécurité Sociale.

TC EGM- Emniyet Genel Müdürlüğü (2001) *Dünyada ve Türkiye'de Yasadışı Göç* [La migration illégale dans le monde et en Turquie], Ankara, Emniyet Genel Müdürlüğü, Yabancılar Hudut İltica Dairesi Başkanlığı, 96 p.

İÇDUYGU Ahmet, TOKTAŞ Şule (2002) How do Smuggling and Trafficking Operate via Irregular Border Crossings in the Middle East ? Evidence from Fieldwork in Turkey, *International Migration*, 40 (6), pp. 25-53.

İÇDUYGU Ahmet, ÜNALAN Turgay (2001) *Tides between Mediterranean Shores : Undocumented Migration in the South of Europe*, XXIV IUSSP General Population Conference, http://www.iussp.org/Brazil2001/s20/S26_04_Icduygu.pdf, 29 p.

İÇDUYGU Ahmet, ROMANO David & SİRKECİ İbrahim (1999) The Ethnic Question in an Environment of Insecurity : the Kurds in Turkey, *Ethnic and Racial Studies*, (22) 6, pp. 991-1010

İÇDUYGU Ahmet, KEYMAN Fuat E. (2000) Globalization, Security and Migration : The Case of Turkey, *Global Governance* (6), pp. 383-398.

İÇDUYGU Ahmet (1996) *Transit Migration in Turkey*, Budapest, International Migration Office, 50 p.

İÇDUYGU Ahmet (1996) Transit Migrants and Turkey, *Boşaziçi Journal, Review of Social, Economic and Administrative Studies*, 10 (1-2), pp. 127-142.

İÇDUYGU Ahmet (2003) *Irregular Migration in Turkey*, Geneva, IOM (IOM Migration Research Series), 12, 99 p.

İÇDUYGU Ahmet, TOKTAŞ Şule (2005) *Yurtdışından Gelenlerinin Nicelik ve Niteliklerinin Tespitinde Sorunlar* [Problèmes dans la définition des qualifications et caractéristiques des immigrants], Ankara, Türkiye Bilimler Akademisi Raporları, 12, 104 p.

MARTIN Philip M. (1999) *Bitmeyen Öykü : Batı Avrupa'ya Türk İşçi Göçü* [The Unfinished Story : Turkish Migration to Western Europe], Ankara, UÇÖ, Genève, BIT, 141 p. Existe en versions anglaise et turque.

MUTLUER Mustafa (2003) Les migrations irrégulières en Turquie, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 19 (3), pp. 151-172.

MUTLUER Mustafa (2003) *Uluslararası Göçler ve Türkiye. Kuramsal ve Ampirik bir Alan Araştırması (Denizli - Tavas)* [Les migrations internationales et la Turquie. Une recherche de terrain institutionnelle et empirique], Istanbul, Çantay Kitabevi, 177 p.

OCDE-SOPEMI (1993-2005) *Tendances des Migrations internationales, Rapports annuels*, Paris¹¹.

SALT John (2005) *Current Trends in International Migration in Europe/ Evolution actuelle des migrations internationales en Europe*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe (coll. Migration), 176 p.

TAPIA Stéphane de (2006a) *Migrations et diasporas turques. Circulation migratoire et continuité territoriale*. Paris, Maisonneuve & Larose, Istanbul, IFEA (Passé ottoman, présent turc), 402 p.

TAPIA Stéphane de (2006b) Muhacirs et Göçmens de Turquie : une version turque du « retour » à la « mère-patrie » ? in William Berthomière & Christine Chivallon (Eds), *Les diasporas dans le monde contemporain*, Karthala, Paris & MSHA, Bordeaux, pp. 267-281.

TAPIA Stéphane de (2005) Les Migrations turques contemporaines. Nouvelle diaspora ou dernier avatar d'une expansion linguistique en Eurasie continentale ?, in Lisa Anteby-Yemini, William Berthomière & Gabriel Sheffer (Eds), *Les Diasporas. 2000 Ans d'Histoire*, Presses Universitaires de Rennes.

TAPIA Stéphane de (2003a) *Les nouvelles configurations de la migration irrégulière en Europe*. Comité Européen sur les Migrations. Projet intégré « Réponses à la violence quotidienne dans une société démocratique ». Strasbourg, éditions du Conseil de l'Europe.

TAPIA Stéphane de (2003c) Transnational Migration and Entrepreneurship of Migrants : Between Turkey, Europe and Turkic World, in Christiane Harzig & Danielle Juteau, with Irina Schmitt (Eds.), *The Social Construction of Diversity (Recasting the Master Narrative of Industrial Nations)*, New York & Oxford, Berghahn Books Publishers.

TAPIA Stéphane de (2002) Les migrations internationales dans les sources administratives et documentaires turques (1961-2000). Chronique scientifique. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 18 (1), pp. 159-198.

TAPIA Stéphane de (2000) De l'héritage impérial aux migrations ouvrières, les Turcs d'Europe, in Daniel Balland (Ed.), *Hommes et Terres d'Islam (Mélanges offerts à Xavier de Planhol)*, Téhéran, IFRI-Institut Français de Recherches sur l'Iran, (Bibliothèque Iranienne), 53, tome II, pp. 295-308.

TAPIA Stéphane de (2001) Rôle des flux migratoires et des réfugiés dans la construction d'un État : la Turquie, in Luc Cambrézy & Véronique Lassailly-Jacob (Eds.), *Populations réfugiées, de l'exil au retour*, Paris, IRD Éditions, pp. 119-148.

TAPIA Stéphane de (1996) Échanges, transports et communications : circulation et champs migratoires turcs. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 12 (2), pp. 45-72.

TBMM- Türkiye Büyük Milletmeclisi, 2003, *Yurtdışında Yaşayan Vatandaşlarımızın Sorunlarının Araştırılarak Alınması Gereken Önlemlerin Belirlenmesi Amacıyla Kurulan (10/8, 48) Esas Numaralı Meclis Araştırması Komisyonu Raporu* [Rapport n° 10/8, 48 de la Commission parlementaire sur les Mesures relatives aux Problèmes de nos Concitoyens vivant à l'Étranger], Ankara.

ANNEXES

Travailleurs expatriés sur les huit premiers mois de l'année (2005-2006, total hommes et femmes)

Pays	Année 2005, janvier à août		Année 2006, janvier à août	
	Effectifs	%	Effectifs	%
USA	47	0,11	30	0,06
Afghanistan	4 613	11,04	1 755	3,52
Allemagne	727	1,74	428	0,86
Albanie	1		27	0,05
Australie	1		0	
Autriche	17	0,04	2	
Azerbaïdjan	427	1,02	533	1,07
Émirats	1 304	3,12	1 043	2,09
Belgique	0		6	0,01
Bulgarie	44	0,11	39	0,08
Algérie	396	0,95	820	1,65
Danemark	1		0	
Maroc	259	0,62	240	0,48
Finlande	4	0,01	0	
France	340	0,81	263	0,53
Ghana	0		10	0,02
Géorgie	69	0,17	9	0,02
Grande-Bretagne	1		0	
Irak	5 231	12,52	5 182	10,40
Iran	16	0,04	1	
Israël	218	0,52	445	0,89
Suède	2		6	0,01
Chypre nord	16	0,04	87	0,17
Canada	2		1	
Qatar	975	2,33	2 743	5,50
Kazakhstan	4 095	9,80	5 695	11,43
Kirghizie	124	0,30	0	
Koweït	43	0,10	503	1,01
Libye	772	1,85	431	0,86
Macédoine	104	0,25	0	
Maldives	49	0,12	0	
Mali	0		46	0,09
Égypte	0		441	0,88
Mongolie	0		25	0,05
Moldavie	0		52	0,10
Monaco	0		1	

Annexe suite

Pays	Année 2005, janvier à août		Année 2006, janvier à août	
	Effectifs	%	Effectifs	%
Népal	56	0,13	107	0,21
Oman (?)	37	0,09	0	
Ouzbékistan	249	0,60	113	0,23
Pakistan	9	0,02	23	0,05
Roumanie	101	0,24	108	0,22
Russie	12 304	29,44	16 513	33,13
Arabie saoudite	5 829	13,95	8 721	17,50
Soudan	42	0,10	246	0,49
Tadjikistan	42	0,10	97	0,19
Tatarstan	119	0,28	0	
Turkménistan	734	1,76	793	1,59
Ukraine	773	1,85	867	1,74
Umman (?)	0		20	0,04
Jordanie	1 594	3,81	1 370	2,75
Yémen	9	0,02	0	
Total	41 796	100,00	49 842	100,00

Source : tableau n° 10 du Bulletin statistique mensuel de la Direction générale de l'Office du Travail de Turquie, p. 7 [Türkiye İş Kurumu Genel Müdürlüğü Aylık İstatistik Bülteni], septembre 2006, <http://www.iskur.gov.tr>

(?) Oman est cité deux fois, sans doute par erreur : Oman et Umman. Le nombre de femmes est peu important : 88 en 2005, 51 en 2006 pour la période considérée.

NOTES

1. Une partie importante de ces réfugiés de 1989-1990 est aujourd'hui repartie vers la Bulgarie. D'une part, ce pays a connu une démocratisation importante, où les minorités ont à nouveau une place reconnue : la minorité turque a créé un parti politique représenté par plusieurs députés au Parlement bulgare ; d'autre part, la Bulgarie devrait intégrer l'UE plus rapidement et plus facilement que la Turquie dès le 1er janvier 2007. Conséquence immédiate : l'entrée de plus de 900 000 turcophones musulmans dans l'UE, apparentés à leurs cousins stricto sensu turcs !
2. Les Kazakhs du Xinjiang sont arrivés durant les années 1950, en provenance de Chine et après un transit par le Cachemire. Les Kirghizes sont arrivés après l'intervention soviétique de 1981, via les camps de réfugiés afghans du Pakistan. Historiquement, les liens avec la Turquie sont très ténus et ne relèvent que de contacts personnels de notables du groupe. La Turquie reste jusqu'en 1992 le seul pays turcophone indépendant pouvant admettre des réfugiés sur une base ethnolinguistique, un peu sur le modèle des Aussiedler allemands.
3. Chiffre donné par la Police hongroise à Paul Gradwohl, enseignant-chercheur, qui avait participé avec nous à une étude Odysseus financée par Bruxelles : Étude méthodologique de l'immigration de transit et de rebond à partir d'un flux type, les Turcs, programme de recherche coordonné par Daniel DAUBRESSE & Paul DELRIU, Convention JAI/1999/ ODY/002, Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure, Paris, 1999.
4. Ce qui explique la présence d'un petit groupe de *Tacik Türkleri* (Tadjiks turcs, *sic*), admis comme réfugiés afghans en Anatolie sud orientale !
5. Voir Gilles BERTRAND : *Vingt-cinq ans après, où en est la partition de Chypre ?* Les Études du CERI (59), 1999, 46 p., Étienne COPEAUX et Claire MAUSS-COPEAUX : *Taksim ! Chypre divisée, 1964-2005*, Lyon, Aedelsa, 2005, 235 p. Pour une analyse des conditions initiales, voir : Émile KOLODNY : Une

communauté insulaire en Méditerranée Orientale : les Turcs de Chypre, *Revue de Géographie de Lyon*, (1), 1971, pp. 5-56.

6. Par exemple, une série d'articles dans la revue spécialisée *Dünya İnşaat* (22) 1 de 2006 [Construction – Le monde] regroupés sous un chapeau commun : Türk firmaları Afganistan'ın imarında aktif rol alıyor / Les firmes turques prennent place dans la (re)construction de l'Afghanistan. Au moins 15 sociétés de BTP pour plus d'un milliard de US\$ (routes, bâtiments publics en particulier),

7. Şebnem Köser-Akçapar y répond en grande partie dans ce numéro ; voir aussi la contribution de David Behar. Pour la population ouvrière, parfois clandestine, des USA, voir Müzeyyen GÜLER : Yağlıdere, Zeytinburnu, Brooklyn Köprüsü (Tarihsel ve Günsel Karadeniz'den ABD'ye Göç) [Le pont Yağlıdere, Zeytinburnu, Brooklyn (La migration historique et actuelle de la mer Noire aux USA)], *Toplumbilim*, 17, 2003, pp. 131-146.

8. Le 22 octobre 2006, une violente altercation entre Turcs et Kazakhs, pour une raison encore floue, met en scène plusieurs centaines de personnes sur un chantier pétrolier de la région de Tengiz (chantier commun turco-américano-kazakh), au moins 132 blessés du côté turc, dont une vingtaine plus gravement. Tous sont rapatriés par pont aérien sur Istanbul.

9. Chiffres disponibles sur le bulletin mensuel d'İşkur, juin 2006, disponible sur <http://www.iskur.gov.tr>

10. Voir la contribution dans ce numéro de Didem Aslı Daniş.

11. Les trois rédacteurs turcs du rapport SOPEMI ont été respectivement Ayfur Barışık, politologue de l'Organisation nationale à la Planification, Ahmet Gökdere, professeur de sciences économiques, auteur d'un ouvrage sur l'économie des migrations et aujourd'hui Ahmet İçduygu, professeur de sociologie des migrations ayant mené des recherches en Australie et dans les pays scandinaves.

AUTEUR

STÉPHANE DE TAPIA

Chargé de recherche au CNRS, UMR7043 « Cultures & Sociétés en Europe », Université Marc Bloch, 22, rue Descartes, BP 80010, 67084 Strasbourg Cedex. Chargé de cours au Département d'Études Turques et à l'UFR de Géographie et d'Aménagement de Strasbourg, stephane.detapia@c-strasbourg.fr. Chercheur associé à MIGRINTER, Poitiers.